

Election présidentielle : Marine Le Pen confirme son "envie d'être candidate" en 2022



Marine Le Pen était invitée du Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI dimanche. La présidente du Rassemblement national a abordé de nombreux sujets comme les alliances avec Les Républicains pour les élections municipales, l'interdiction des signes religieux dans l'espace public ou bien encore sa candidature lors des élections présidentielles de 2022.

Avec Atlantico
Rédaction

La présidente du Rassemblement national était invitée ce dimanche dans le cadre du [Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI](#). Lors de cette émission, Marine Le Pen a répondu à la question des futures élections présidentielles et sur son éventuelle candidature :

"J'ai été deux fois candidate à la présidentielle. (...) Je m'apprête à être candidate à la présidentielle pour la troisième fois. (...) Oui, j'ai envie d'être candidate. J'ai surtout envie qu'on arrête avec la politique qui est menée. J'ai envie qu'on arrête avec le chômage, qu'on arrête avec l'insécurité. J'ai envie que les agriculteurs arrêtent de se suicider. J'ai envie que les Français arrêtent d'être écrasés par les impôts. J'ai envie qu'on arrête de se battre pour défendre notre culture et notre identité, ce qui devrait couler de source. J'ai envie que tout ça s'arrête. J'ai envie que nos idées arrivent au pouvoir".

Questionnée sur les élections municipales de mars 2020, Marine Le Pen s'est exprimée sur les possibles alliances avec Les Républicains. Elle a accusé le nouveau patron de la droite, Christian Jacob, d'être "*plus violent avec le Rassemblement national qu'il ne l'est avec En marche!*". (...) *Nous, nous tendons les bras, en réalité, à ceux qui, chez les LR aujourd'hui, se disent qu'ils ont beaucoup de points communs avec nous. Notamment aux municipales*".

Lors de cet entretien, Marine Le Pen s'est prononcée sur les signes religieux dans l'espace public :

"Je souhaite que le voile soit interdit dans l'intégralité de l'espace public. Le voile est un marqueur idéologique et un marqueur identitaire. Dès 2004, lorsque la question du voile dans les écoles a été posée, nous savions que le voile se démultiplierait et serait utilisé comme une arme politique. C'est pour cela que dès 2004, il aurait fallu l'interdire dans l'ensemble de l'espace public. (...) Les femmes qui portent le voile, c'est soit pas soumission, soit pas sécession. Dans les deux cas, cela nécessite une interdiction pour protéger les premières et pour lancer un signal très clair aux secondes".

La dirigeante du Rassemblement national est aussi favorable à l'interdiction d'autres signes religieux dans l'espace public comme la kippa :

"Nos compatriotes juifs ne posent aucun problème avec leur kippa (...) Je leur demande de faire ce sacrifice pour pouvoir mettre en place une véritable lutte contre le fondamentalisme islamiste dont ils sont eux-mêmes en partie les victimes".

Marine Le Pen a également été interrogée sur de nombreux sujets comme la réforme des retraites, le mouvement social inopiné à la SNCF, le Brexit ou bien encore l'intervention turque en Syrie.